COMMENTAIRES DE
L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA
FRANCOPHONIE (OIF)
SUR LA VERSION 0 DU DOCUMENT
« EXAMEN DU SMSI+20 »

Introduction

1. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) souligne l'importance de l'examen du processus SMSI+20 pour évaluer ses réussites, l'adapter aux évolutions de l'environnement numérique et des nouvelles technologies, y compris le développement de l'intelligence artificielle (IA) et le rendre plus efficace dans son rôle de moteur de la lutte contre les fractures numériques.
2. L'OIF salue la volonté du texte d'aligner étroitement le processus SMSI+20 avec le Pacte numérique mondial (PNM) et les Objectifs de développement durable (ODD), et la traduction de cette volonté au travers d'un tableau de mise en œuvre conjointe entre SMSI et PNM.
3. L'OIF se réjouit également de l'attention portée aux différentes fractures numériques et aux moyens à mettre en place pour y répondre. De la même manière, l'OIF soutient la volonté du texte de s'inscrire dans une approche « centrée sur l'humain » incluant le respect des droits humains et du droit international humanitaire.
4. L'OIF se préoccupe toutefois des conditions pratiques dans lesquelles se sont déroulés les discussions autour de ce texte. L'absence d'interprétation lors des discussions et de traduction des documents de travail s'accompagnent inévitablement d'un impact négatif sur la participation, tant quantitative que qualitative, à la construction des propositions et, par conséquent, sur la représentativité et la légitimité du résultat final. L'OIF réclame un complet changement d'approche à cet égard.

5. En dépit de ces points positifs, l'OIF estime que ce projet de texte peine à prendre la mesure de certains enjeux primordiaux sur lesquels nous souhaiterions revenir :

Inclusion et lutte contre les fractures numériques

6. Comme souligné précédemment, l'OIF salue la prise de conscience dans le texte de l'importance des fractures numériques existantes et de leur impact délétère sur le développement et le bien-être des pays et des populations. Néanmoins, l'OIF estime que le texte ne prend pas pleinement la mesure des manifestations de ces fractures.
7. Au-delà de l'accès à des infrastructures fiables et aux coûts raisonnables et du renforcement de compétences numériques, l'accès à des contenus numériques dans la langue d'origine des populations est un facteur crucial d'inclusion. La domination de contenus dans un nombre de langues très restreint nourrit l'exclusion de ceux qui ne pratiquent qu'une langue nationale et aucune langue dominante. Ce risque de marginalisation est encore accru par la numérisation croissante des sociétés, y compris pour la fourniture de services gouvernementaux.

Diversité culturelle et linguistique, et découvrabilité des contenus numériques

8. La diversité des contenus est donc un impératif démocratique et un gage d'inclusivité et de légitimité. Mais, la diversité des contenus n'est pas une garantie suffisante. Il faut en effet que les algorithmes de recommandation de contenus ne soient pas configurés de manière à mettre uniquement en avant des contenus provenant de quelques rares sources culturelles et linguistiques, occultant tous les contenus différents en termes d'origine ou de langue.
9. Avec l'essor des IA génératives qui s'entraînent majoritairement sur des corpus de données et de contenus en anglais, la tendance à l'uniformisation linguistique de l'écosystème numérique mondial s'accroît. Les populations

francophones et celles s'exprimant dans des langues minoritaires se trouvent ainsi marginalisées, et parfois dépendantes de modèles d'IA conçus dans une langue qui n'est pas la leur et engendrant des biais et discriminations technologiques qui ne prennent pas en compte les spécificités linguistiques propres à certains contenus nationaux ou locaux.

10. C'est pourquoi l'OIF souhaite que le texte développe de manière beaucoup plus forte des formulations et des clauses visant à garantir la transparence quant à, d'une part, la diversité linguistique et culturelle des données-sources utilisées pour la conception et le développement des outils numériques et, d'autre part, l'impact en matière de diversité linguistique et culturelle des recommandations algorithmiques appliquées à ces mêmes outils.

Architecture de la gouvernance du numérique

11. L'OIF soutient le renforcement du rôle des institutions existantes, en particulier la CSTD et le Forum sur la gouvernance de l'internet (IGF dans son acronyme en anglais), et souhaite une collaboration étroite de celles-ci avec les cadres nouvellement créés, en particulier le Bureau des Nations Unies pour les technologies émergentes et numériques (ODET dans son acronyme anglais), le Panel scientifique sur l'IA et le Dialogue global de haut niveau sur l'IA ;
12. L'OIF soutient également les propositions suisses d'inclusion de ce nouveau Bureau ODET au sein de UNGIS, et de renforcement du rôle de IGF ;
13. L'OIF milite pour une meilleure représentativité de la société civile dans les forums de discussion, principalement IGF, SMSI et CSTD ;
14. L'OIF souhaite que les travaux de IGF soient plus étroitement liés aux Lignes directrices du SMSI+20 et que les conclusions soient composées sous forme de «messages »/ »recommandations » qui seront soumis à la CSTD et au SMSI ;
15. Enfin, la Francophonie soutient toutes les initiatives visant à garantir des financements pérennes pour les activités à destination des pays en développement et PMA.